



MAISONS
DU MONDE

⌘ Rapport Financier Semestriel 2018 ⌘

AU 30 JUIN

Sommaire

1

Rapport d'activité semestriel	3
1.1 Résultats des activités du Groupe	4
1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe	9
1.3 Événements postérieurs	11
1.4 Perspectives	11

2

États financiers consolidés intermédiaires condensés	13
2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire	14
2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire	15
2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire	16
2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire	18
2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	19
2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	31
2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	36
2.8 Informations complémentaires	43

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	46
---	-----------

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel	47
---	-----------



Rapport Financier Semestriel 2018 au 30 juin 2018



Maisons du Monde, créateur d'univers sources d'inspiration pour la maison, propose plusieurs collections originales d'articles de décoration et meubles à des prix accessibles, autour de différents thèmes et styles qui permettent à ses clients d'exprimer

leurs propres styles et goûts. 





Rapport d'activité semestriel

1

1.1	Résultats des activités du Groupe	4	1.3	Événements postérieurs	11
1.2	Trésorerie et capitaux du Groupe	9	1.4	Perspectives	11



1.1 Résultats des activités du Groupe

1.1.1 INDICATEURS CLÉS

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS POUR LE PREMIER SEMESTRE 2018

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2017	2018	% Variation
Ventes	456,6	507,0	+ 11,0 %
Dont Maisons du Monde	456,6	501,2	+ 9,8%
% Variation à périmètre comparable	+ 9,0 %	+ 4,8 %	-
Dont Modani	-	5,8	n/a
Marge brute	298,2	329,7	+ 10,6 %
En % des ventes	65,3 %	65,0 %	(30) pbs
EBITDA	43,2	48,0	+ 11,1 %
En % des ventes	9,5 %	9,5 %	-
EBIT	28,0	30,6	+ 9,5 %
En % des ventes	6,1 %	6,0 %	(10) pbs
Résultat net	6,2	8,1	+ 29,7 %
Endettement financier net	230,2	213,1	(7,4) %
Ratio de levier financier * (x)	1,8 x	1,5 x	(0,3) x

* Endettement net divisé par l'EBITDA des douze derniers mois (incluant Modani sur une base pro forma pour la période, hors dettes relatives à l'earn-out et à l'option de vente).

1.1.2 ANALYSE DES VENTES

RÉSUMÉ DES VENTES POUR LE PREMIER SEMESTRE 2018 *

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2017	2018	% Variation
Ventes par zone géographique			
France	279,0	299,4	+ 7,3 %
International	177,6	201,8	+ 13,6 %
TOTAL VENTES	456,6	501,2	+ 9,8 %
France (%)	61,1 %	59,7 %	-
International (%)	38,9 %	40,3 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-
Ventes par catégorie de produits			
Décoration	242,9	264,3	+ 8,8 %
Meubles	213,7	236,8	+ 10,9 %
TOTAL VENTES	456,6	501,2	+ 9,8 %
Décoration (%)	53,2 %	52,7 %	-
Meubles (%)	46,8 %	47,3 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-
Ventes par canal de distribution			
Réseau de magasins	354,6	381,0	+ 7,5 %
Ventes en ligne	102,0	120,2	+ 17,8 %
TOTAL VENTES	456,6	501,2	+ 9,8 %
Réseau de magasins (%)	77,7 %	76,0 %	-
Ventes en ligne (%)	22,3 %	24,0 %	-
TOTAL VENTES (%)	100,0 %	100,0 %	-

* Excluant Modani.

Maisons du Monde a réalisé des ventes de 507,0 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 11,0 % par rapport au premier semestre 2017 en incluant Modani, et de 9,8 % à périmètre constant. La croissance des ventes à périmètre comparable a été de 4,8 %, tenant compte d'un environnement commercial moins porteur que prévu au deuxième trimestre, en particulier dans les magasins en France. Ceci a résulté de facteurs spécifiques tels que les grèves de transport et un effet calendaire plus fort qu'attendu en mai, qui ont impacté le trafic en magasins.

Toutes les catégories de produits, géographies et canaux de distribution ont contribué à cette croissance. Cette performance a de nouveau confirmé la solidité du modèle économique du Groupe, compte tenu de son positionnement international et de sa stratégie omnicanale.

Les ventes en ligne ont représenté 24,0 % des ventes totales du Groupe ⁽¹⁾ sur la période, en progression de 17,8 % comparé au premier semestre 2017.

Au premier semestre 2018, le Groupe a continué d'étendre son réseau de magasins, avec 7 ouvertures nettes sur la période, dont 4 magasins en France et 3 à l'international. Au 30 juin 2018, Maisons du Monde exploitait 320 magasins, dont 216 en France et 104 à l'international ⁽¹⁾.

A. Évolution des ventes par zone géographique ⁽¹⁾

Au premier semestre 2018, les ventes du Groupe en France ont atteint 299,4 millions d'euros, soit 59,7 % des ventes totales, en hausse de 7,3 % par rapport au premier semestre 2017, en raison d'une solide croissance des ventes en ligne, de l'ouverture de 4 nouveaux magasins sur la période, de l'effet sur le semestre des ouvertures de magasins réalisées en 2017, et malgré un environnement commercial moins porteur sur le deuxième

trimestre. Les ventes du Groupe à l'International ont atteint 201,8 millions d'euros au premier semestre 2018, soit 40,3 % des ventes totales, en hausse de 13,6 % par rapport au premier semestre 2017, en raison de la poursuite de la forte croissance des ventes à périmètre comparable, de l'effet sur le semestre des ouvertures de magasins réalisées en 2017, ainsi que de l'ouverture de 3 nouveaux magasins sur la période.

B. Évolution des ventes par catégorie de produit ⁽¹⁾

Au premier semestre 2018, les ventes d'articles de décoration ont atteint 264,3 millions d'euros, soit 52,7 % des ventes totales, en hausse de 8,8 % comparé au premier semestre 2017, tandis que les ventes de meubles ont totalisé 236,8 millions d'euros, soit 47,3 % des ventes totales, en progression de 10,9 % par rapport au premier semestre 2017. Cette performance a notamment résulté de la solide croissance des ventes en ligne, qui ont un mix d'activité plus concentré sur les ventes de meubles.

C. Évolution des ventes par canal de distribution ⁽¹⁾

Au premier semestre 2018, les ventes réalisées en magasins ont atteint 381,0 millions d'euros, soit 76,0 % des ventes totales, en hausse de 7,5 % comparé au premier semestre 2017, reflétant une croissance des ventes à périmètre comparable et l'ouverture de 7 nouveaux magasins sur la période. Les ventes en ligne ont totalisé 120,2 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 17,8 % par rapport au premier semestre 2017. La contribution des ventes en ligne aux ventes totales a ainsi progressé sur la période, à 24,0 % au premier semestre 2018, contre 22,3 % au premier semestre 2017, soulignant la pertinence et la force de la stratégie omnicanale du Groupe.

1.1.3 ANALYSE DE L'EBITDA

RÉPARTITION DE L'EBITDA PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin		
	2017	2018	% Variation
France	50,8	54,4	+ 7,2 %
International	23,0	27,8	+ 20,8 %
Segment Siège*	(30,6)	(34,2)	+ 11,9 %
EBITDA	43,2	48,0	+ 11,1 %

* Se reporter à la note 4 « Information sectorielle » de la Section 2.6 « Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire » du Chapitre 2 « États financiers consolidés intermédiaires condensés » du présent Rapport financier semestriel.

Au premier semestre 2018, l'EBITDA a atteint 48,0 millions d'euros, en hausse de 11,1 % par rapport au premier semestre 2017, porté par la croissance des ventes sur la période. La marge d'EBITDA s'est élevée à 9,5 %, stable par rapport au premier semestre de 2017.

Cette performance a également résulté d'un levier opérationnel positif et d'une gestion efficace des coûts, ayant permis à Maisons du Monde d'augmenter ses dépenses publicitaires et de poursuivre ses investissements dans des initiatives de croissance.

(1) Excluant Modani.

A. Évolution de l'EBITDA en France

En France, l'EBITDA a atteint 54,4 millions d'euros au premier semestre 2018, en progression de 7,2 % par rapport au premier semestre 2017, reflétant la croissance des ventes à périmètre comparable et l'effet de périmètre lié aux ouvertures de nouveaux magasins sur la période. En pourcentage des ventes en France, la marge d'EBITDA (hors segment Siège) a atteint 18,2 % au premier semestre 2018, stable par rapport au premier semestre 2017.

B. Évolution de l'EBITDA à l'International

À l'international, l'EBITDA a atteint 27,8 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 20,8 % par rapport au premier semestre 2017, reflétant la forte croissance des ventes à périmètre comparable et l'effet de périmètre lié aux ouvertures de nouveaux magasins sur la période. En pourcentage des ventes à l'international, la marge d'EBITDA (hors segment Siège) s'est élevée à 13,4 % au premier semestre 2018, contre 12,9 % au premier 2017, du fait de la période de montée en puissance des magasins ouverts dans les derniers pays où le Groupe s'est implanté (à savoir l'Allemagne et la Suisse).

1.1.4 ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2017	2018
Ventes	456,6	507,0
Ventes aux franchisés et ventes promotionnelles	2,8	2,9
Autres produits de l'activité	10,3	12,0
Chiffre d'affaires	469,7	522,0
Coût des ventes	(158,4)	(177,3)
Charges de personnel	(91,0)	(102,4)
Charges externes	(183,1)	(200,8)
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(15,2)	(17,4)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	(2,4)	(0,8)
Autres produits et charges d'exploitation	(2,9)	(2,1)
Résultat opérationnel courant	16,6	21,2
Autres produits et charges opérationnels	(0,9)	(2,7)
Résultat opérationnel	15,8	18,5
Résultat financier	(4,2)	(4,5)
Quote-part du résultat des sociétés mise en équivalence	-	-
Résultat avant impôts	11,6	14,0
Impôts sur le résultat	(5,4)	(5,9)
RÉSULTAT NET	6,2	8,1

A. Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2018, les **ventes** du Groupe ont atteint 507,0 millions d'euros, en hausse de 11,0 % par rapport au premier semestre 2017, en incluant Modani, et de 9,8% à périmètre constant. Cette performance a résulté d'une croissance de 4,8 % des ventes à périmètre comparable et d'un effet périmètre lié à l'ouverture de 7 nouveaux magasins sur la période, de l'effet sur un semestre entier des ouvertures 2017, et également à l'acquisition de Modani.

La contribution des autres produits a atteint 14,9 millions d'euros au premier semestre 2018 comparé à 13,1 millions d'euros au premier semestre 2017, en raison principalement de l'accroissement du volume de services de transport vendus, en lien avec l'évolution des ventes.

Compte tenu de tous ces éléments, le **chiffre d'affaires consolidé** du Groupe a atteint 522,0 millions d'euros au premier semestre 2018, en hausse de 52,3 millions d'euros, soit 11,1 %, par rapport au premier semestre 2017.

B. Marge brute

Le **coût des ventes** a augmenté de 18,9 millions d'euros, soit 11,9 %, à 177,3 millions d'euros au premier semestre 2018, par rapport à 158,4 millions d'euros au premier semestre 2017. En pourcentage des ventes, le coût des ventes a atteint 35,0 % au premier semestre 2018 comparé à 34,7 % au premier semestre 2017. Cette évolution a résulté principalement d'une évolution du mix produits vers la catégorie meubles et de l'intégration de Modani.

Au premier semestre 2018, le Groupe a ainsi enregistré une **marge brute** de 329,7 millions d'euros, soit 65,0 % des ventes, contre 298,2 millions d'euros, soit 65,3 % des ventes, au premier semestre 2017.

C. Résultat opérationnel courant

Les **charges de personnel** ont augmenté de 11,4 millions d'euros, soit 12,5 %, à 102,4 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 91,0 millions d'euros au premier semestre 2017, l'effectif moyen (hors Mekong Furniture) en équivalent temps plein (ETP) étant passé de 5 002 au 30 juin 2017 à 5 494 au 30 juin 2018. Cette hausse a principalement reflété l'ouverture de nouveaux magasins et l'impact sur le semestre des ressources supplémentaires dédiées aux fonctions centrales recrutées en 2017 et sur le début d'année 2018.

En pourcentage des ventes, les frais de personnel ont atteint 20,2 % au premier semestre 2018, contre 19,9 % au premier semestre 2017, en raison principalement de : (i) la relative stabilité des charges de personnel des magasins comparables dans un contexte de croissance des ventes, et (ii) l'évolution de la répartition des ventes par canal de distribution, les coûts de personnel étant moins élevés pour les ventes en ligne (qui ont affiché une plus forte croissance que celle des ventes en magasin sur la période), compensée par (iii) une hausse de 1,4 million d'euros de la participation des salariés et du programme d'intéressement (charges sociales incluses).

Les **charges externes** ont augmenté de 17,7 millions d'euros, soit 9,7 %, à 200,8 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 183,1 millions d'euros au premier semestre 2017, en raison principalement de : (i) l'augmentation de 12,1 % des coûts de transport résultant de la hausse des ventes, (ii) l'augmentation de la surface de vente liée aux ouvertures nettes de magasins, celle-ci étant passée d'environ 343 000 mètres carrés au 30 juin 2017 à environ 371 000 mètres carrés au 30 juin 2018, entraînant une hausse des loyers et charges afférentes, des dépenses énergétiques et des charges de réparation et d'entretien, (iii) un recours accru aux employés temporaires lié à l'optimisation des effectifs de vente et de logistique, et (iv) l'augmentation prévue des dépenses publicitaires.

En pourcentage des ventes, les charges externes ont atteint 39,6 % au premier semestre 2018, contre 40,1 % au premier semestre 2017. Cette évolution reflète notamment la bonne gestion des coûts logistiques et des coûts opérationnels en magasin. De plus, le Groupe a continué à renforcer son modèle économique omnicanal et international en se concentrant sur ses quatre priorités stratégiques : proposer une offre attractive pour les clients, poursuivre les investissements dans le développement du réseau, améliorer l'approche client omnicanale, et accélérer la stratégie CRM du Groupe.

Les **dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations** ont augmenté de 2,2 millions d'euros, soit 14,1 %, à 17,4 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 15,2 millions d'euros au premier semestre 2017, du fait principalement des dotations aux amortissements des immobilisations liées aux ouvertures de nouveaux magasins en 2017 et 2018.

En pourcentage des ventes, les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations ont atteint 3,4 % au premier semestre 2018, contre 3,3 %, au premier semestre 2017.

La **variation de la juste valeur des instruments dérivés financiers**, qui couvrent ou qui permettent de couvrir l'ensemble des achats de marchandises du Groupe et du transport maritime libellés en dollars US pour l'activité Maisons du Monde, a été une charge de 0,8 million d'euros au premier semestre 2018, contre une charge de 2,4 millions d'euros au premier semestre 2017.

Depuis le 1er janvier 2016, le Groupe applique la comptabilité de couverture, qui permet de réduire le montant des charges constatées au compte de résultat consolidé, seule la part inefficace des variations de juste valeur de la couverture y étant constatée. La différence entre les deux options comptables réside dans le fait que l'une a un impact sur les capitaux propres (nouvelle option comptable), tandis que l'autre a un impact sur le compte de résultat (ancienne option comptable) en ce qui concerne la comptabilisation de la variation de la juste valeur des contrats de couverture. Le premier semestre 2017 a été impacté par la consommation d'instruments financiers dérivés détenus par le Groupe au 31 décembre 2015. Au 30 juin 2017, l'ensemble des instruments financiers dérivés détenus par le Groupe au 31 décembre 2015 avait été consommé.

Les **autres produits et charges d'exploitation** ont représenté une charge nette de 2,1 millions d'euros au premier semestre 2018, contre une charge nette de 2,9 millions d'euros au premier semestre 2017. Cette évolution a principalement reflété la diminution des frais avant ouvertures, en lien avec la diminution du nombre d'ouvertures, et des litiges commerciaux, qui par nature peuvent être volatiles.

Au premier semestre 2018, le Groupe a ainsi enregistré un **résultat opérationnel courant** de 21,2 millions d'euros, contre 16,6 millions d'euros au premier semestre 2017. Si l'on exclut l'effet de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés, le résultat opérationnel courant a affiché une hausse de 3,0 millions d'euros, à 22,0 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 19,0 millions d'euros au premier semestre 2017.

D. Résultat opérationnel

Les **autres produits et charges opérationnels** ont représenté une charge nette de 2,7 millions d'euros au premier semestre 2018, contre une charge nette de 0,9 million d'euros au premier semestre 2017. Cette évolution a résulté de l'augmentation des coûts liés aux fermetures de magasins non repositionnés (0,4 million d'euros), des frais d'acquisition de Modani (0,8 million d'euros), et des coûts relatifs au changement de gouvernance (0,9 million d'euros).

Au premier semestre 2018, le Groupe a ainsi enregistré un **résultat opérationnel** de 18,5 millions d'euros, contre 15,8 millions d'euros au premier semestre 2017.

E. Résultat financier

La **charge financière nette** a augmenté de 0,4 million d'euros au premier semestre 2018, à 4,5 millions d'euros, contre 4,2 millions d'euros au premier semestre 2017. Cette variation a été principalement liée à l'évolution des gains et pertes de change, partiellement compensée par une amélioration du coût de la dette qui s'explique par (i) l'impact du refinancement par l'émission de l'OCEANE fin 2017, (ii) un recours moindre au crédit revolving compte tenu de la position de trésorerie du groupe sur la période, (iii) et une diminution du taux d'intérêt (pour le prêt long terme et le crédit revolving) compte tenu du levier d'endettement.

F. Impôt sur le résultat

L'**impôt sur le résultat** a représenté une charge de 5,9 millions d'euros au premier semestre 2018, contre 5,4 millions d'euros au premier semestre 2017.

Au premier semestre 2018, l'impôt sur le résultat a inclus les éléments suivants : (i) un impôt exigible de 6,2 millions d'euros (contre 5,3 millions d'euros au premier semestre 2017), y compris, la CVAE (France), l'IRAP (Italie) et la Gewerbesteuer (Allemagne) de 2,9 millions d'euros (contre 2,2 millions d'euros au premier semestre 2017), et (ii) un produit d'impôt différé de 0,3 million d'euros (contre une charge de 0,1 million d'euros au premier semestre 2017).

G. Résultat net

Au premier semestre 2018, le Groupe a enregistré un **bénéfice** de 8,1 millions d'euros, contre 6,2 millions d'euros au premier semestre 2017. La part du Groupe s'élève à 8,0 millions d'euros.

1.1.5 INDICATEURS FINANCIERS NON-IFRS

RÉCONCILIATION DE L'EBITDA

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2017	2018
Résultat opérationnel courant	16,6	21,2
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	15,2	17,4
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2,4	0,8
Frais de pré-ouverture	1,5	0,9
Prorata – dépenses liées aux catalogues	6,7	6,9
Prorata – taxes (IFRIC 21)	0,7	0,8
EBITDA	43,2	48,0

RÉCONCILIATION DE L'EBIT

(en millions d'euros)	Période de six mois close le 30 juin	
	2017	2018
EBITDA	43,2	48,0
Dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations	(15,2)	(17,4)
EBIT	28,0	30,6

1.2 Trésorerie et capitaux du Groupe

1.2.1 ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie consolidés du Groupe pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2017 et 2018.

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2017	2018
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	27,7	(8,7)
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	(27,2)	(53,3)
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	(14,9)	(2,4)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(14,4)	(64,4)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	59,7	100,4
Variation nette de la trésorerie	(14,4)	(64,4)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(0,0)	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	45,3	36,0

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et les flux de trésorerie avant activités de financement pour les périodes de six mois closes les 30 juin 2017 et 30 juin 2018.

<i>(en millions d'euros)</i>	Période de six mois close le 30 juin	
	2017	2018
EBITDA	43,2	48,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(3,4)	(44,2)
Impôt sur le résultat payé	(3,6)	(3,2)
Frais de pré-ouverture	(1,5)	(0,9)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(6,7)	(6,9)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(0,7)	(0,8)
Variation des autres éléments liés aux activités opérationnelles	0,4	(0,7)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	27,7	(8,7)
Dépenses d'investissement	(24,0)	(15,9)
Acquisition de filiales (nette de la trésorerie acquise)	-	(36,3)
Variation des dettes sur immobilisations et produits des cessions d'actifs non courants	(3,2)	(1,1)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(27,2)	(53,3)
Flux de trésorerie avant activités de financement	0,5	(62,0)
Flux de trésorerie avant activités de financement et avant acquisition de filiales (nette de la trésorerie acquise)	0,5	(25,7)

Les **activités opérationnelles du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de (8,7) millions d'euros au premier semestre 2018 (contre une variation nette positive de 27,7 millions d'euros au premier semestre 2017), reflétant principalement : (i) un gain de 38,7 millions d'euros du résultat avant impôt de la période après retraitement du coût de l'endettement net pour 3,1 millions d'euros et d'une charge de 19,5 millions d'euros sans incidence sur la trésorerie (liée principalement aux dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations à hauteur de 18,8 millions d'euros et à une variation négative de 0,8 million d'euros de la juste valeur des instruments dérivés de couverture), (ii) une variation défavorable de 44,2 millions d'euros du besoin en fonds de roulement opérationnel, et (iii) un décaissement de 3,2 millions d'euros attribuable au paiement de l'impôt sur le résultat.

La **variation du besoin en fonds de roulement opérationnel** a eu un impact négatif sur la trésorerie de 44,2 millions d'euros au premier semestre 2018 (contre un impact négatif de 3,4 millions d'euros au premier semestre 2017), lié à la diminution de 31,1 millions d'euros des dettes fournisseurs et autres dettes, ainsi qu'à l'augmentation des stocks pour 28,5 millions d'euros, en partie compensés par une diminution de 15,4 millions d'euros des créances clients et autres créances. La variation du besoin en fonds de roulement opérationnel provient principalement de l'évolution des stocks qui ont augmenté compte tenu d'un décalage calendaire de l'arrivée des nouvelles références meuble par rapport à l'année dernière et d'une augmentation volontaire du niveau de stocks sur certaines références (*best sellers*).

Les **opérations d'investissement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 53,3 millions d'euros au premier semestre 2018 (contre une variation nette négative de 27,2 millions d'euros au premier semestre 2017), liée principalement à l'acquisition de Modani pour 36,3 millions d'euros, des dépenses d'investissement de 15,9 millions d'euros, dont environ 47 % étaient liés aux investissements de développement engagés pour l'ouverture de 11 nouveaux magasins (données brutes).

Les **opérations de financement du Groupe** ont généré une variation nette de trésorerie négative de 2,4 millions d'euros au

premier semestre 2018 (contre une variation nette négative de 14,9 millions d'euros au premier semestre 2017), incluant principalement : (i) l'utilisation de la facilité de crédit renouvelable pour 20,0 millions d'euros, (ii) le paiement d'intérêts pour 0,8 million d'euros (relatifs principalement à l'emprunt à long terme et à la facilité de crédit renouvelable), (iii) les acquisitions nettes d'actions propres principalement dans le cadre d'un contrat de liquidité, qui se sont élevés à 1,1 million d'euros, et (iv) le paiement des dividendes aux actionnaires du Groupe pour 19,9 millions d'euros.

1.2.2 RESSOURCES FINANCIÈRES

L'évolution de l'endettement net entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018 s'analyse comme suit :

	Effet sur la trésorerie					Sans effet sur la trésorerie			30 juin 2018
	31 décembre 2017	Augmentation	Diminution	Frais d'émission	Locations-financements	Intérêts	Effet des variations de change	Variation de périmètre	
<i>(en milliers d'euros)</i>									
Emprunt obligataire convertible	173 615	-	-	149	-	2 043	-	-	175 807
Ligne de crédit à long terme	49 446	-	(337)	29	-	319	-	-	49 457
Facilités de crédit renouvelables	(1 045)	20 000	(387)	161	-	363	-	-	19 092
Autres emprunts	-	-	(321)	6	-	-	51	1 485	1 221
Locations-financements	3 180	-	(475)	-	381	-	-	-	3 086
Dépôts et cautionnements	390	76	-	-	-	-	-	-	466
Découverts bancaires	45	3 067	-	-	-	-	-	-	3 112
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(100 138)	-	60 999	-	-	-	-	-	(39 139)
ENDETTEMENT NET TOTAL	125 493	23 143	59 479	346	381	2 725	51	1 485	213 103

1.3 Événements postérieurs

Le Groupe n'a pas identifié d'événements significatifs postérieurs au 30 juin 2018.

1.4 Perspectives

Compte tenu d'un environnement commercial moins porteur que prévu au deuxième trimestre 2018, d'une position plus prudente quant au contexte commercial en France au second semestre 2018 et d'un décalage d'ouvertures de magasins, Maisons du Monde met à jour ses objectifs pour 2018 comme suit :

- à périmètre constant, la croissance des ventes est désormais attendue autour de 8 % et les ouvertures nettes de magasins à 19 (contre une croissance des ventes autour de 10 % et 25 à 30 ouvertures nettes de magasins précédemment) ; 6 ouvertures de magasins initialement prévues en 2018 auront lieu au premier trimestre 2019 ;
- en incluant Modani, la croissance des ventes est attendue supérieure à 10 % et les ouvertures nettes de magasins à 22 ;
- marge d'EBITDA supérieure à 13 % des ventes, inchangée tant à périmètre constant qu'en incluant Modani.

Les objectifs présentés ci-dessus se basent sur des données, des hypothèses et des estimations que le Groupe considère raisonnables à la date du présent Rapport financier semestriel au vu de ses perspectives économiques. Ces objectifs résultent de, et dépendent du succès de la stratégie du Groupe. Ils peuvent faire l'objet de modifications ou d'ajustements, notamment suite à l'évolution et aux incertitudes du contexte économique, financier, concurrentiel, réglementaire ou fiscal ou à d'autres facteurs sur lesquels le Groupe n'exerce aucun contrôle, ou dont le Groupe n'avait pas connaissance, à la date du présent Rapport financier semestriel.



États financiers consolidés intermédiaires condensés

(période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018)

2

2.1	Compte de résultat consolidé intermédiaire	14	2.5	Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	19
2.2	État du résultat global consolidé intermédiaire	15	2.6	Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire	31
2.3	État de la situation financière consolidée intermédiaire	16	2.7	Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire	36
2.4	Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire	18	2.8	Informations complémentaires	43



2.1 Compte de résultat consolidé intermédiaire

(en milliers d'euros)	Notes	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017*
Ventes de marchandises	5	509 957	459 381
Autres produits des activités ordinaires	5	12 009	10 314
Chiffre d'affaires		521 966	469 695
Coût des ventes		(177 271)	(158 386)
Charges de personnel	6	(102 416)	(91 007)
Charges externes	7	(200 826)	(183 133)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		(17 370)	(15 217)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	20	(754)	(2 381)
Autres produits d'exploitation	8	859	1 049
Autres charges d'exploitation	8	(2 940)	(3 976)
Résultat opérationnel courant		21 249	16 644
Autres produits et charges opérationnels	9	(2 739)	(866)
Résultat opérationnel		18 510	15 778
Coût de l'endettement financier net	10	(3 111)	(3 893)
Produits financiers	10	867	928
Charges financières	10	(2 291)	(1 194)
Résultat financier		(4 534)	(4 159)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
Résultat avant impôt		13 975	11 619
Impôt sur le résultat	11	(5 911)	(5 402)
RÉSULTAT NET		8 064	6 218
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		7 978	6 218
• participations ne donnant pas le contrôle		86	-
Résultat net par action part du Groupe :			
Résultat net de base par action	12	0,18	0,14
Résultat net dilué par action	12	0,19	0,14

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.2 État du résultat global consolidé intermédiaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
RÉSULTAT NET		8 064	6 218
• Réévaluation des engagements au titre des avantages postérieurs à l'emploi	23	26	303
• Impôt lié à des éléments qui ne seront pas recyclés		(6)	(86)
Éléments non recyclables en résultat		20	217
• Couverture de flux de trésorerie	20	25 645	(36 490)
• Écarts de conversion		145	(539)
• Impôt lié à des éléments qui seront recyclés		(8 830)	12 564
Éléments recyclables en résultat		16 960	(24 465)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NET D'IMPÔT		16 980	(24 248)
RÉSULTAT GLOBAL		25 044	(18 031)
Attribuable aux :			
• actionnaires de la société mère		24 958	(18 031)
• participations ne donnant pas le contrôle		86	-

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.3 État de la situation financière consolidée intermédiaire

ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017*
Goodwill	14	367 606	321 183
Autres immobilisations incorporelles	15	267 255	250 517
Immobilisations corporelles	16	146 630	146 671
Participations dans les sociétés mises en équivalence		0	0
Autres actifs financiers non courants	17	15 745	16 953
Impôts différés actifs	18	3 666	2 705
Instruments financiers dérivés	20	1 679	-
Autres actifs non courants	19	7 055	7 632
Actifs non courants		809 628	745 662
Stocks		197 566	159 713
Créances clients et autres créances		67 229	80 523
Autres actifs financiers courants		15	2
Actifs d'impôt exigible		11 656	12 020
Trésorerie et équivalents de trésorerie	22	39 139	100 138
Actifs courants		315 605	352 396
TOTAL ACTIF		1 125 233	1 098 059

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	30 juin 2018	31 décembre 2017*
Capital social	21	146 584	146 584
Primes d'émission	21	134 283	134 283
Réserves consolidées	21	241 451	181 161
Résultat de la période		7 978	63 009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		530 296	525 037
Participations ne donnant pas le contrôle		86	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES		530 382	525 037
Emprunts	22	51 676	51 485
Emprunt obligataire convertible	22	175 976	173 635
Impôts différés passifs	18	50 527	37 127
Avantages postérieurs à l'emploi	23	8 354	7 703
Provisions	24	14 248	13 668
Instruments financiers dérivés		-	19 154
Autres passifs non courants	25	38 947	11 986
Passifs non courants		339 729	314 757
Emprunts et emprunt obligataire convertible	22	24 590	511
Dettes fournisseurs et autres dettes		214 367	238 111
Provisions	24	104	231
Passifs d'impôt exigible		1 281	578
Instruments financiers dérivés	20	14 778	18 837
Passifs courants		255 120	258 269
TOTAL PASSIF		594 849	573 025
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 125 233	1 098 059

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.4 Tableau des flux de trésorerie consolidés intermédiaire

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017*
Résultat de la période avant impôt		13 975	11 619
Ajustements relatifs aux :			
• Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations		18 794	15 683
• Plus ou moins-values de cessions	8 et 9	740	576
• Qhote-part du résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
• Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	20	754	2 381
• Paiements fondés sur des actions		1 299	667
• Coût de l'endettement financier net	10	3 111	3 893
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité :			
• Augmentation/Diminution des stocks		(28 517)	11 377
• Augmentation/Diminution des créances clients et autres créances		15 401	(3 011)
• Augmentation/Diminution des dettes fournisseurs et autres dettes		(31 060)	(11 814)
Impôts versés		(3 207)	(3 647)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(8 708)	27 724
Acquisitions d'actifs non courants :			
• Immobilisations corporelles	16	(14 785)	(20 526)
• Immobilisations incorporelles	15	(3 209)	(3 488)
• Acquisition de filiales, nettes de la trésorerie acquise ⁽¹⁾		(36 287)	-
• Autres actifs non courants		2 105	1 780
Variation des dettes sur immobilisations		(1 097)	(5 188)
Produits des cessions d'actifs non courants		1	232
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(53 272)	(27 190)
Produits de la souscription d'emprunts	22	20 126	-
Remboursement d'emprunts	22	(788)	(10 729)
Acquisitions (nettes) d'actions propres	21	(1 116)	(268)
Dividendes versés	13	(19 890)	-
Intérêts payés	22	(733)	(3 933)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(2 401)	(14 930)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		316	(20)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(64 382)	(14 397)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		100 093	59 675
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE		36 027	45 258
Trésorerie et équivalents de trésorerie (hors découverts bancaires)	22	39 139	50 177
Découverts bancaires	22	(3 112)	(4 919)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		36 027	45 258

(1) Concerne l'acquisition de Modani (Cf. note 1.1 « Acquisition du groupe Modani aux États-Unis »).

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

2.5 Tableau de variation des capitaux propres consolidés intermédiaires

(en milliers d'euros)	Notes	Attribuables aux actionnaires de la société mère				Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Écarts de conversion			
Solde au 1^{er} janvier 2017		146 584	134 959	214 996	429	496 970	-	496 970
Dividendes distribués en numéraire		-	(676)	(13 349)	-	(14 025)	-	(14 025)
Paiements fondés sur des actions	21	-	-	667	-	667	-	667
Actions propres	21	-	-	(268)	-	(268)	-	(268)
Résultat net de la période		-	-	6 218	-	6 218	-	6 218
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	(23 709)	(539)	(24 248)	-	(24 248)
SOLDE AU 30 JUIN 2017		146 584	134 283	184 555	(108)	465 314	-	465 314
Solde au 1^{er} janvier 2018*		146 584	134 283	244 652	(481)	525 037	-	525 037
Variation de périmètre		-	-	-	-	-	-	-
<i>Acquisition de Modani</i> ⁽¹⁾		-	-	-	-	-	18 287	-
<i>Option de vente détenues par les minoritaires</i> ⁽²⁾		-	-	-	-	-	(18 287)	-
Dividendes distribués en numéraire	13	-	-	(19 890)	-	(19 890)	-	(19 890)
Paiements fondés sur des actions	21	-	-	1 299	-	1 299	-	1 299
Actions propres	21	-	-	(1 109)	-	(1 109)	-	(1 109)
Résultat net de la période		-	-	7 978	-	7 978	86	8 064
Autres éléments du résultat global de la période		-	-	16 835	145	16 980	-	16 980
SOLDE AU 30 JUIN 2018		146 584	134 283	249 765	(336)	530 295	86	530 382

(1) Cf. note 1.1 « Acquisition du groupe Modani aux États-Unis ».

(2) Cf. note 1.1 « Acquisition du groupe Modani aux États-Unis » et note 25 « Autres passifs non courants ».

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires condensés.

Maisons du Monde S.A. est une société anonyme à Conseil d'administration, régie par le droit français. Son siège est situé à Le Portereau – 44120, Vertou. Les actions Maisons du Monde sont cotées sur Euronext Paris.

Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés, préparés en application du référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne, concernent Maisons du Monde S.A. et ses filiales et participations dans des entreprises associées (ci-après désignés collectivement « le Groupe », et individuellement « filiale » ou « participations dans des entreprises associées »).

Le Groupe est un distributeur omnicanal en forte croissance proposant à une large clientèle essentiellement en Europe des produits d'ameublement et de décoration élégants et à prix accessibles, à travers son réseau de magasins et sa plateforme

e-commerce. Sa gamme de produits intègre une grande variété de styles et de catégories de produits d'ameublement, tant en termes de petite décoration, avec des produits tels que le linge de maison, les arts de la table et les articles de cuisine, les miroirs et les encadrements, qu'en termes de grosse décoration et d'ameublement, avec des produits tels que des grands miroirs, des lampes, des tables, des chaises, des fauteuils et canapés, des armoires, des placards, des bibliothèques et du mobilier d'extérieur.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 27 juillet 2018, qui a autorisé leur publication. Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

Sommaire

Note 1	Événements significatifs	22	Note 16	Immobilisations corporelles	37
Note 2	Principes comptables et règles de consolidation	23	Note 17	Autres actifs financiers non courants	37
Note 3	Saisonnalité	31	Note 18	Actifs et passifs d'impôts différés	37
Note 4	Information sectorielle	31	Note 19	Autres actifs non courants	38
Note 5	Chiffre d'affaires	33	Note 20	Instruments financiers dérivés	38
Note 6	Charges de personnel	33	Note 21	Capitaux propres	38
Note 7	Charges externes	34	Note 22	Endettement net et emprunt	39
Note 8	Autres produits et charges d'exploitation	34	Note 23	Avantages postérieurs à l'emploi	41
Note 9	Autres produits et charges opérationnels	34	Note 24	Provisions	42
Note 10	Résultat financier	35	Note 25	Autres passifs non courants	42
Note 11	Impôt sur le résultat	35	Note 26	Instruments financiers	42
Note 12	Résultat net par action	35	Note 27	Engagements hors bilan	43
Note 13	Dividende par action	36	Note 28	Transactions avec les parties liées	43
Note 14	Goodwill	36	Note 29	Périmètre de consolidation	44
Note 15	Autres immobilisations incorporelles	37	Note 30	Événements postérieurs	45

Note 1 Événements significatifs

1.1 Acquisition du groupe Modani aux États-Unis

En date du 3 mai 2018, le Groupe a procédé à l'acquisition d'une participation de 70 % dans Modani, avec une option pour acquérir le solde du capital à terme. Modani est une enseigne d'ameublement présente sur l'ensemble du territoire américain à travers ses magasins et son activité e-commerce.

En 2017, Modani a réalisé des ventes de 41,4 millions de US dollars et un EBITDA de 4,9 millions de US dollars. Fondée en 2007 et basée à Miami, Modani dispose d'un réseau de dix magasins dans plusieurs grandes villes américaines et commercialise également son offre à travers son site web et des places de marché.

À l'issue des évaluations effectuées avec l'aide d'experts indépendants, les actifs et les passifs acquis ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition en distinguant notamment la marque Modani (13,8 millions d'euros) et un contrat de location conclu à des conditions favorables (1,2 million d'euros).

Le Groupe a évalué les participations ne donnant pas le contrôle à leur juste valeur (méthode du *goodwill* complet). Il en ressort un écart d'acquisition provisoire de 44,8 millions d'euros à la date d'acquisition. Le *goodwill* trouve principalement son origine dans la position de Modani sur le marché américain et dans les synergies attendues en terme de développement du portefeuille de produits des deux enseignes.

L'allocation du prix d'acquisition et le calcul de l'écart d'acquisition seront finalisés dans les douze mois suivant la date d'acquisition.

Le tableau ci-après présente la juste valeur des actifs et des passifs à la date d'acquisition :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Juste valeur des actifs/des passifs à la date d'acquisition
Total des actifs non courants	17 862
Total des actifs courants	10 913
TOTAL DE L'ACTIF	28 775
Total des passifs non courants	5 245
Total des passifs courants	7 378
TOTAL DU PASSIF	12 623
ACTIF NET	16 152

Cette prise de participation majoritaire est accompagnée d'une option de vente accordée aux minoritaires exerçable pendant le second semestre 2022 ainsi que d'une option d'achat accordée au Groupe exerçable pendant le premier semestre 2023. D'un commun accord entre les parties, le prix de vente ou de rachat de la quote-part de 30 % a été fixé à la juste valeur de marché à la date d'exercice de l'option.

Au 30 juin 2018, la dette liée à l'option de vente accordée aux minoritaires a été mesurée à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option, basée sur la valeur d'entreprise déterminée dans le cadre des travaux d'allocation du prix d'acquisition. Cette dette est comptabilisée dans le poste du bilan « Autres passifs non courants ». Les variations ultérieures de la juste valeur de la dette seront constatées en contrepartie des capitaux propres du Groupe.

1.2 Modification du ratio de conversion/échange

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire de Maisons du Monde S.A. en date du 18 mai 2018, le Groupe a

procédé au paiement d'un dividende de 0,44 euro par action en date du 20 juin.

Suite à cette distribution, conformément aux stipulations prévues à l'article 2.6.(B).10 des termes et conditions (*Terms & Conditions*) relatifs à l'OCEANE, le ratio de conversion/échange (*Conversion/Exchange Ratio*, tel que défini dans les *Terms & Conditions*) est porté, à compter du 20 juin 2018 de 1,0 action à 1,004 action Maisons du Monde S.A. pour 1 OCEANE (déterminé avec les trois décimales par arrondi au millième de plus proche). La date de prise d'effet de ce nouveau ratio est le 20 juin 2018.

1.3 Évolution du management

Le 3 mai 2018, le Conseil d'administration de Maisons du Monde S.A. a décidé de nommer Mme Julie Walbaum en qualité de Directrice générale, avec effet au 1^{er} juillet 2018. Elle succède à Gilles Petit, qui restera au sein du Groupe en tant que conseiller spécial auprès de la Direction générale et administrateur.

Note 2 Principes comptables et règles de consolidation

2.1 Bases de préparation

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 ont été préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. Les notes annexes concernent donc les faits et transactions significatifs de la période, et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers consolidés du Groupe de l'exercice 2017.

Les règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018 sont en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne. Les règles et méthodes comptables appliquées au 30 juin 2018 sont identiques à celles utilisées pour la préparation des notes annexes aux états financiers consolidés établis au 31 décembre 2017, à l'exception de celles liées à la première application des normes IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients et IFRS 9 – Instruments financiers (cf. note 2.2 et 2.3).

Les données financières sont présentées en milliers d'euros. Les valeurs sont arrondies au millier le plus proche sauf mention contraire. De façon générale, les valeurs présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés sont arrondies à l'unité la plus proche. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

2.2 Nouvelles normes, amendements et interprétations en vigueur

a) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2018

ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

- Interprétation IFRIC 22 – Transactions en monnaies étrangères et paiements d'avance ;
- Amendement à IFRS 2 – Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions ;
- Amendement à IAS 40 – Transferts des immeubles de placement ;

- Améliorations annuelles du cycle 2014-2016 des IFRS ;
- Amendements à IFRS 4 – Appliquer la norme IFRS 9 Instruments financiers avec IFRS 4.

L'application de ces nouvelles normes n'a pas d'impact pour le Groupe.

Les nouvelles normes dont l'application a un impact pour le Groupe sont les suivantes :

IFRS 9 – Instruments financiers

La norme IFRS 9 Instruments financiers, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, remplace IAS 39. Elle introduit de nouvelles exigences relatives à la classification et l'évaluation des instruments financiers, la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Les nouvelles méthodes comptables sont décrites en note 2.3.

Le Groupe a adopté au 1^{er} janvier 2018 la norme IFRS 9. Compte tenu de l'impact non matériel de l'application de cette nouvelle norme sur les états financiers consolidés, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les données comparatives. En conséquence, les données des exercices antérieurs sont présentées conformément aux méthodes comptables appliquées précédemment, telles que présentées dans le Document de référence 2017.

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers

Le reclassement des instruments financiers dans les catégories d'IFRS 9 n'a pas eu d'impact matériel sur leurs bases d'évaluation respectives.

Chaque catégorie d'actifs financiers a été classée en fonction du modèle de gestion appliqué par le Groupe à ces actifs, conformément au test de SPPI.

Les actifs financiers figurant dans l'état de la situation financière, ainsi que leur catégorie d'appartenance et leur mode d'évaluation sous IFRS 9 (en comparaison avec IAS 39), sont listés dans le tableau ci-dessous :

Actifs financiers	Rubriques du bilan	Classement		Évaluation						
		IAS 39	IFRS 9	Coût amorti		Juste valeur par résultat		Comptabilité de couverture		
				IAS 39	IFRS 9	IAS 39	IFRS 9	IAS 39	IFRS 9	
Participations dans des GIE	Autres actifs financiers non courants	Titres disponibles à la vente	Actifs à la juste valeur par résultat	x					x	
Prêts	Autres actifs financiers courants	Prêts et créances	Coût amorti	x	x					
Dépôt de garantie	Autres actifs financiers non courants	Prêts et créances	Coût amorti	x	x					
Créances clients	Créances clients et autres créances	Prêts et créances	Coût amorti	x	x					
Autres créances	Créances clients et autres créances	Prêts et créances	Coût amorti	x	x					
Créances fournisseurs	Créances clients et autres créances	Prêts et créances	Coût amorti	x	x					
Instruments financiers dérivés	Instruments financiers dérivés	Instruments de couverture	Instruments de couverture						x	x
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	x	x					

La norme IFRS 9 a conservé l'essentiel des dispositions d'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers qui demeurent principalement évalués au coût amorti, à l'exception de cas spécifiques pour lesquels le Groupe n'est pas concerné.

Dépréciation des actifs financiers

Au 1^{er} janvier 2018, la Direction a examiné et évalué les actifs financiers du Groupe, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective. Aucun impact matériel n'a été identifié.

Comptabilité de couverture

Conformément aux mesures de transition proposées par IFRS 9, le Groupe a appliqué les dispositions en matière de comptabilité de couverture de manière prospective à compter de sa date de première application, soit le 1^{er} janvier 2018.

Les opérations du Groupe qualifiées comme entrant dans le périmètre d'application de la comptabilité de couverture sous IAS 39 le sont également sous IFRS 9 et aucun rééquilibrage des relations de couverture n'a été nécessaire au 1^{er} janvier 2018. Les relations de couvertures restent effectives sous IFRS 9. Aucun impact matériel n'a été identifié.

IFRS 15 et Clarification d'IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients

Au 1^{er} janvier 2018, le Groupe a adopté la norme IFRS 15 – Revenu des contrats avec les clients, ainsi que les amendements liés.

Le Groupe a fait le choix de la méthode rétrospective en appliquant la nouvelle norme au début de la première période comparative présentée. Seuls des impacts de présentation ont été identifiés (cf. note 5.1) :

- le Groupe agissant en tant qu'agent au titre de la collecte de l'éco-participation, les sommes perçues auprès des clients, auparavant présentées dans les autres produits des activités ordinaires, ont été compensées dans les charges externes avec les sommes reversées aux organismes de collecte, présentées dans les charges externes (cf. note 7) ;
- la production immobilisée, auparavant présentée dans les autres produits des activités ordinaires, a été compensée au sein des lignes de charges auxquelles elle se rapporte (cf. notes 6 et 7).

Les principes comptables du Groupe relatifs à la reconnaissance du chiffre d'affaires sont présentés en note 2.3.

NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Néant.

b) Nouvelles normes, amendements aux normes existantes et interprétations en vigueur applicables dans le futur, non adoptés par anticipation par le Groupe

ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

- IFRS 16 – Contrats de location : le Groupe continue d'évaluer les impacts potentiels de la norme IFRS 16 – Contrats de location. Ces derniers portent essentiellement sur des actifs immobiliers, essentiellement des magasins et des bureaux, mais aussi sur des matériels et équipements.

Le Groupe a choisi d'appliquer la méthode rétrospective simplifiée et certaines mesures de simplification proposées par la norme. Par conséquent, l'information comparative ne sera pas retraitée à la date de transition ; seuls les capitaux propres à l'ouverture de la période, au 1^{er} janvier 2018, seront impactés ;

- Amendement à IFRS 9 – clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative.

NON ENCORE ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

- IFRS 17 – Contrats d'assurances ;
- IFRIC 23 – Comptabilisation des incertitudes à l'égard des impôts sur le résultat ;
- Amendement à IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises ;
- Améliorations annuelles du cycle 2015-2017 des IFRS ;
- Amendement à IAS 19 – Modification du régime, réduction ou règlement ;
- Modifications apportées aux références du cadre conceptuel dans les normes IFRS.

2.3 Méthodes comptables

Suite à la première application d'IFRS 9 – Instruments financiers et IFRS 15 et Clarification d'IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec les clients, les notes suivantes présentées dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2017 sont modifiées :

- 2.6 « Chiffre d'affaires » (voir a) ci-dessous) ;
- 2.16 « Actifs financiers » (voir b) ci-dessous) ;
- 2.17 « Dépréciation des actifs financiers » (voir c) ci-dessous) ;
- 2.20 « Créances clients et autres créances » (voir d) ci-dessous).

a) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de biens et services est évalué sur la base de la contrepartie prévue au contrat avec le client et exclut les montants collectés pour le compte de tiers.

Le Groupe Maisons du Monde tire ses revenus de la vente de meubles et d'objets de décoration en magasins ou par l'intermédiaire de sa plateforme e-commerce. Il délivre également des prestations de transports dans le cadre de la livraison des marchandises au client final ainsi que des prestations logistiques à des tiers.

VENTES DE MARCHANDISES EN MAGASINS OU SUR LA PLATEFORME E-COMMERCE

Le Groupe reconnaît le revenu lors du transfert du contrôle du bien au client, qui est réputé intervenir au moment précis de la livraison lorsque le client a la possession matérielle de l'actif et qu'il l'a accepté. Il supporte alors les risques et avantages liés à sa propriété.

Le montant constaté en revenu est fondé sur le prix de transaction fixé au contrat et correspond au montant de la contrepartie que le Groupe s'attend à recevoir en application des clauses contractuelles. Au cas particulier du Groupe, ce prix ne comprend pas de montants variables nécessitant de recourir à des estimations.

Une créance est comptabilisée dès lors que le Groupe s'est libéré de ses obligations, soit à la date de livraison des biens.

Les clients particuliers règlent l'intégralité du prix de vente à la commande, que ce soit en magasin ou sur la plateforme e-commerce. Le Groupe a également établi des partenariats avec des sociétés spécialisées du crédit à la consommation, sous le statut d'intermédiaire, pour offrir aux clients du Groupe des facilités de règlement. Les contrats conclus avec les clients ne contiennent toutefois pas de composante financement, étant donné que le prix de vente reste identique en présence ou en l'absence d'un financement réalisé via ces sociétés de crédit à la consommation.

Un droit de retour est attaché aux ventes réalisées sur la plateforme e-commerce. Le Groupe comptabilise, le cas échéant, un passif au titre des remboursements futurs et un actif au titre des produits qu'il s'attend à récupérer. Historiquement, le Groupe constate un faible taux de retour.

Les garanties relatives aux marchandises vendues ne correspondent pas à une obligation de prestation distincte pour laquelle le client bénéficierait de prestations additionnelles, et qu'il pourrait acquérir de manière séparée. Elles correspondent à l'assurance de la conformité des produits à leurs spécifications et sont comptabilisées, le cas échéant, conformément à IAS 37 – Provisions, Passifs éventuels et actifs éventuels.

N'ayant pas de contrat dont la durée dépasserait un an, le Groupe a fait le choix d'appliquer la mesure de simplification relative aux obligations de prestations non encore satisfaites à la clôture, en ne communiquant pas d'informations relatives à ces obligations.

VENTES DE PRESTATIONS DE TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Le Groupe reconnaît le revenu lorsqu'il a rempli son obligation de prestation envers le client, qui est réputé intervenir au moment précis de la livraison lorsque le client a la possession matérielle de l'actif et qu'il l'a accepté.

b) Actifs financiers

Les actifs financiers définis par la norme IFRS 9 comprennent trois catégories : des actifs financiers évalués au coût amorti, des actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (JVOCI) et des actifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat net (JVPL).

La classification à retenir dépend du modèle économique ayant été choisi par le Groupe pour la gestion de ses actifs financiers ainsi que des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels desdits actifs.

ACTIFS FINANCIERS ÉVALUÉS AU COÛT AMORTI

Ces actifs financiers sont détenus en vue de la perception de flux de trésorerie contractuels.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, généralement le prix de transaction. Ultérieurement, s'ils ne font pas l'objet d'une opération de couverture, ces actifs sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils correspondent principalement aux éléments de bilan suivants : prêts, dépôts et cautionnements, créances clients, autres créances et créances fournisseurs.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL (JVOCI)

Les actifs financiers à la juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global sont des actifs financiers détenus à la fois à des fins de perception de flux de trésorerie contractuels et à des fins de cession. Ces instruments sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Seuls les intérêts ou dividendes perçus ainsi que les variations de juste valeur provenant de la variation du taux de change sont reconnues au compte de résultat.

La juste valeur des titres de participation de sociétés cotées sur un marché actif est déterminée par référence au prix de marché publié à la date de clôture. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des autres éléments du résultat global (directement en capitaux propres). Lors de la sortie de l'actif financier du bilan, les variations de juste valeur sont recyclées dans le compte de résultat en autres charges et produits financiers.

Les titres de participation de sociétés non consolidées sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le Groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque société. Les critères généralement retenus sont : la quote-part des capitaux propres et les perspectives de rentabilité.

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR EN CONTREPARTIE DU COMPTE DE RÉSULTAT (JVPL)

Cette dernière catégorie regroupe l'ensemble des actifs qui ne sont rattachés à aucune des catégories décrites ci-dessus. Ces actifs sont ceux détenus à des fins de transaction, et ceux dont la comptabilisation initiale se fonde sur la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Un actif financier relève de cette catégorie s'il a été acquis principalement aux fins d'être vendu à court terme ou s'il n'a pas de flux de trésorerie contractuels prédéterminés. Les instruments financiers dérivés sont également classés comme détenus à des fins de transactions à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture.

Ils correspondent principalement aux participations dans les GIE.

DÉPRÉCIATION

Le Groupe reconnaît une dépréciation fondée sur les pertes attendues pour les actifs financiers évalués au coût amorti ou évalués à la juste valeur par OCI.

À chaque clôture, le montant de la provision est réévalué afin de refléter l'évolution du risque de crédit relative à l'instrument financier depuis sa comptabilisation initiale.

Pour les instruments financiers (autres que les créances commerciales), le Groupe applique le modèle de perte de crédit attendue sur la durée de vie uniquement lorsque la détérioration du risque de crédit est significative. Si le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté significativement depuis sa comptabilisation initiale, le Groupe évalue la perte de crédit attendue sur les 12 mois suivant la date de clôture.

Afin d'apprécier l'évolution du risque de crédit, le Groupe compare le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale, en tenant compte des informations raisonnables et justifiables qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables et qui sont indicatives d'augmentations importantes du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Pour les créances commerciales, le Groupe applique la méthode simplifiée et reconnaît les pertes de crédit attendues sur leur durée de vie.

DÉCOMPTABILISATION

Le Groupe décomptabilise un actif financier dès lors que les droits contractuels sur les flux de trésorerie ont expiré ou que l'actif, ainsi que tous les risques et avantages liés à cet actif ont été transférés.

Si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages des risques et avantages liés à l'actif et continue de le contrôler, le Groupe reconnaît son intérêt résiduel. Si le Groupe conserve la quasi-totalité des risques et avantages des actifs transférés, le Groupe continue de reconnaître un actif financier.

Lors de la décomptabilisation d'un actif évalué au coût amorti, la différence entre la valeur nette comptable et la contrepartie reçue est comptabilisée au compte de résultat.

c) Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le Groupe détient divers instruments financiers dérivés, utilisés pour couvrir les risques de change survenant dans le cours normal des activités. L'utilisation de ces instruments contribue à se prémunir du risque de change et à minimiser les risques sur les transactions commerciales.

Dès l'origine de la relation de couverture, le Groupe documente la relation entre l'instrument de couverture et l'instrument couvert en décrivant ladite relation ainsi que l'objectif de l'entité en matière de gestion des risques et sa stratégie de couverture : désignation de l'instrument de couverture et de l'élément couvert, la nature du risque couvert et la façon dont l'entité procède pour apprécier si la relation de couverture satisfait aux contraintes d'efficacité de la couverture.

La relation de couverture satisfait à toutes les contraintes d'efficacité de la couverture si :

- il existe un lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture ;
- l'effet du risque de crédit ne prédomine pas sur les variations de valeur qui résultent de ce lien économique ;

- le ratio de couverture de la relation de couverture est égal au rapport entre la quantité de l'élément couvert qui est réellement couverte par le Groupe et la quantité de l'instrument de couverture que le Groupe utilise réellement pour couvrir cette quantité de l'élément couvert.

Les instruments de couverture sont initialement évalués à la juste valeur à la date de conclusion d'un contrat dérivé, puis réévalués ensuite à leur juste valeur à chaque date de clôture. La juste valeur des dérivés de change est déterminée sur la base du taux de change à la date de clôture.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, à l'exception des instruments qualifiés de couverture de flux de trésorerie pour lesquels les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour leur part efficace et en résultat pour leur part inefficace.

La juste valeur d'un instrument dérivé de couverture est classée en actif ou passif non courant lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est supérieure à 12 mois, et dans les actifs ou passifs courants lorsque l'échéance résiduelle de l'élément couvert est inférieure à 12 mois. Les opérations portant sur les instruments dérivés à des fins de transaction sont classées en actifs ou passifs courants.

d) Créances clients et autres créances

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Le Groupe applique la méthode simplifiée et reconnaît les pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances commerciales. Les pertes de crédit attendues sont estimées en prenant en compte des facteurs spécifiques liés aux clients et autres débiteurs, aux conditions générales économiques actuelles et aux prévisions de la conjoncture économique future qu'il est possible d'obtenir à la date de clôture sans devoir engager des coûts ou des efforts excessifs.

Le montant de la provision est comptabilisé au compte de résultat en « Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations ».

2.4 Utilisation d'estimations et jugements

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les normes IFRS implique que la Direction procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur la valeur comptable de certains actifs, passifs, produits, charges, ainsi que sur les informations données en annexe. Les estimations et hypothèses font l'objet de révisions régulières, et au minimum à chaque clôture d'exercice. Elles peuvent varier si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles

informations. Les résultats réels de ces estimations peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation d'actifs incorporels (*goodwill* et marque), les impôts différés, les instruments financiers et leur classification, les provisions pour litige.

Le *goodwill* n'est pas amorti mais est testé pour dépréciation annuellement ou plus fréquemment lorsque des événements ou des changements de situation indiquent qu'il pourrait être déprécié (cf. note 2.12 a) des états financiers consolidés 2017).

Dans le cadre de l'élaboration des états financiers intermédiaires condensés, le Groupe a recours à certaines méthodes d'évaluation spécifiques conformément à IAS 34 – Information financière intermédiaire :

- la charge d'impôt est calculée pour chaque entité fiscale en appliquant au résultat taxable de la période le taux effectif moyen annuel estimé pour l'année en cours ;
- le coût des engagements de retraite est calculé sur la base des évaluations actuarielles prévisionnelles réalisées à la clôture de l'exercice précédent. Ces évaluations sont ajustées pour tenir compte des éventuels amendements, réduction ou liquidation de régime. Par ailleurs, en cas de fluctuation de marché significative ayant un impact sur les hypothèses actuarielles (taux d'actualisation et taux d'inflation), une nouvelle évaluation des engagements de retraite est réalisée par extrapolation de l'évaluation actuarielle annuelle.

2.5 États financiers consolidés retraités

Les états financiers consolidés des périodes comparatives ont été retraités afin de tenir compte :

- du reclassement de l'éco-participation et de la production immobilisée suite à la première application d'IFRS 15 (Cf. note 2.2) ;
- du reclassement des avances et acomptes sur immobilisations, des « Autres actifs financiers non courants » vers les lignes d'immobilisations auxquelles elles se rattachent ;
- de l'omission de l'impôt différé passif résultant de la comptabilisation séparée de la composante capitaux propres (net de frais) et dette de l'OCEANE. Cet impôt différé sera repris au fur et à mesure de la comptabilisation de la charge financière notionnelle liée à l'emprunt obligataire ;
- du reclassement des impôts différés actifs du périmètre d'intégration fiscale France en diminution des impôts différés passifs du même périmètre fiscal.

Compte de résultat consolidé retraité au 30 juin 2017

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2017	IFRS 15 Éco-participation	IFRS 15 Production immobilisée	Premier semestre 2017 retraité
Ventes de marchandises	459 381	-	-	459 381
Autres produits des activités ordinaires	12 915	(1 095)	(1 506)	10 314
Chiffre d'affaires	472 296	(1 095)	(1 506)	469 695
Coût des ventes	(158 386)	-	-	(158 386)
Charges de personnel	(91 886)	-	879	(91 007)
Charges externes	(184 855)	1 095	627	(183 133)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(15 217)	-	-	(15 217)
Juste valeur des instruments financiers dérivés	(2 381)	-	-	(2 381)
Autres produits d'exploitation	1 049	-	-	1 049
Autres charges d'exploitation	(3 976)	-	-	(3 976)
Résultat opérationnel courant	16 644	-	-	16 644
Autres produits et charges opérationnels	(866)	-	-	(866)
Résultat opérationnel	15 778	-	-	15 778
Coût de l'endettement financier net	(3 893)	-	-	(3 893)
Produits financiers	928	-	-	928
Charges financières	(1 194)	-	-	(1 194)
Résultat financier	(4 159)	-	-	(4 159)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	0	-	-	0
Résultat avant impôt	11 619	-	-	11 619
Impôt sur le résultat	(5 402)	-	-	(5 402)
RÉSULTAT NET	6 218	-	-	6 218
Attribuable aux :				
• actionnaires de la société mère	6 218	-	-	6 218
• participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-

État de la situation financière consolidée retraité au 31 décembre 2017

ACTIF

(en milliers d'euros)	31 décembre 2017	Reclassement des impôts différés France	Impôt différé sur OCEANE	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	31 décembre 2017 retraité
Goodwill	321 183	-	-	-	321 183
Autres immobilisations incorporelles	250 517	-	-	-	250 517
Immobilisations corporelles	146 044	-	-	627	146 671
Participations dans les sociétés mises en équivalence	0	-	-	-	0
Autres actifs financiers non courants	17 580	-	-	(627)	16 953
Impôts différés actifs	28 775	(26 070)	-	-	2 705
Autres actifs non courants	7 632	-	-	-	7 632
Actifs non courants	771 732	(26 070)	-	-	745 662
Stocks	159 713	-	-	-	159 713
Créances clients et autres créances	80 523	-	-	-	80 523
Autres actifs financiers courants	2	-	-	-	2
Actifs d'impôt exigible	12 020	-	-	-	12 020
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	100 138	-	-	-	100 138
Actifs courants	352 396	-	-	-	352 396
TOTAL ACTIF	1 124 129	(26 070)	-	-	1 098 059

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2017	Reclassement des impôts différés France	Impôt différé sur OCEANE	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	31 décembre 2017 retraité
Capital social	146 584	-	-	-	146 584
Primes d'émission	134 283	-	-	-	134 283
Réserves consolidées	188 226	-	(7 065)	-	181 161
Résultat de la période	63 009	-	-	-	63 009
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	532 102	-	(7 065)	-	525 037
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-
TOTAL CAPITAUX PROPRES	532 102	-	(7 065)	-	525 037
Emprunts	51 485	-	-	-	51 485
Emprunt obligataire convertible	173 635	-	-	-	173 635
Impôts différés passifs	56 132	(26 070)	7 065	-	37 127
Avantages postérieurs à l'emploi	7 703	-	-	-	7 703
Provisions	13 668	-	-	-	13 668
Instruments financiers dérivés	19 154	-	-	-	19 154
Autres passifs non courants	11 986	-	-	-	11 986
Passifs non courants	333 762	(26 070)	7 065	-	314 757
Emprunts et emprunt obligataire convertible	511	-	-	-	511
Dettes fournisseurs et autres dettes	238 111	-	-	-	238 111
Provisions	231	-	-	-	231
Passifs d'impôt exigible	578	-	-	-	578
Instruments financiers dérivés	18 837	-	-	-	18 837
Passifs courants	258 269	-	-	-	258 269
TOTAL PASSIF	592 030	(26 070)	7 065	-	573 025
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	1 124 129	(26 070)	-	-	1 098 059

Tableau des flux de trésorerie consolidés retraité au 30 juin 2017

<i>(en milliers d'euros)</i>	Premier semestre 2017	Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	Premier semestre 2017 retraité
Résultat de la période avant impôt	11 619	-	11 619
Ajustements relatifs aux :			
• Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	15 683	-	15 683
• Plus ou moins-values de cessions	576	-	576
• Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	0	-	0
• Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés	2 381	-	2 381
• Paiements fondés sur des actions	667	-	667
• Autres	-	-	-
• Coût de l'endettement financier net	3 893	-	3 893
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité :			
• Augmentation/Diminution des stocks	11 377	-	11 377
• Augmentation/Diminution des créances clients et autres créances	(3 011)	-	(3 011)
• Augmentation/Diminution des dettes fournisseurs et autres dettes	(11 814)	-	(11 814)
Impôts versés	(3 647)	-	(3 647)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	27 724	-	27 724
Acquisitions d'actifs non courants :			
• Immobilisations corporelles	(19 798)	(728)	(20 526)
• Immobilisations incorporelles	(3 488)	-	(3 488)
• Immobilisations financières	-	-	-
• Filiales, nettes de la trésorerie acquise	-	-	-
• Autres actifs non courants	1 052	728	1 780
Variation des dettes sur immobilisations	(5 188)	-	(5 188)
Produits des cessions d'actifs non courants	232	-	232
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(27 190)	-	(27 190)
Produits de l'augmentation de capital	-	-	-
Produits de la souscription d'emprunts	-	-	-
Produits de l'emprunt obligataire convertible	-	-	-
Remboursement d'emprunts	(10 729)	-	(10 729)
Acquisitions (nettes) d'actions propres	(268)	-	(268)
Dividendes versés	-	-	-
Intérêts payés	(3 933)	-	(3 933)
Crédit-vendeur	-	-	-
Frais de remboursement anticipé de l'emprunt obligataire <i>High Yield</i>	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(14 930)	-	(14 930)
Gains/pertes de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(20)	-	(20)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(14 397)	-	(14 397)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	59 675	-	59 675
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	45 258	-	45 258

Note 3 Saisonnalité

Le marché de la décoration et de l'ameublement sur lequel le Groupe est présent est soumis à des variations saisonnières. Les résultats affichés par le Groupe sur un trimestre donné ne sont donc pas nécessairement indicatifs de ceux qu'il peut obtenir sur l'année pleine.

Les résultats trimestriels du Groupe ont fluctué par le passé et pourraient encore connaître des fluctuations importantes à l'avenir, en fonction de divers facteurs, notamment, de manière non limitative, l'offre de produits du Groupe, les ouvertures et les fermetures de magasins, le niveau des rénovations des logements ou des déménagements, le changement des dates de vacances,

la date de publication des catalogues, les délais de livraison des commandes, les conditions concurrentielles et la conjoncture économique générale.

De fait, historiquement, le Groupe enregistre un résultat opérationnel et un EBITDA plus élevé au quatrième trimestre de son exercice, ce qui correspond aux ventes de fin d'année, et il prévoit que cette tendance se poursuivra. Toutefois, les coûts fixes du Groupe, notamment les charges de personnel, loyers, frais généraux et frais de structure, sont répartis plus uniformément tout au long de l'année.

2.6 Notes sur le compte de résultat consolidé intermédiaire

Note 4 Information sectorielle

Les Ventes, l'EBITDA, le *goodwill*, les autres immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles sont présentés par zone géographique. Les segments géographiques retenus sont les suivants :

- France ;
- International.

Par ailleurs, le segment siège comprend les activités de holding, y compris les actifs ne pouvant être affectés à aucun segment et le CICE. Ce segment, qui n'intègre aucun chiffre d'affaires, comprend principalement les frais généraux liés aux services financier, juridique, ressources humaines et informatique ainsi que les charges liées à la conception et au design, aux achats, à la gestion de la relation client (CRM) et au merchandising.

Le Groupe définit son EBITDA annuel comme le résultat opérationnel courant avant les autres produits et charges opérationnels, déduction faite des éléments suivants :

- les dotations aux amortissements, provisions, et dépréciations et,
- la variation de la juste valeur des instruments dérivés, qui sont tous deux sans incidence sur la trésorerie ;
- les frais de pré-ouverture, encourus avant l'ouverture des nouveaux magasins.

L'EBITDA semestriel répond à la même définition que l'EBITDA annuel mais en incluant (i) les dépenses liées au catalogue annuel

au prorata du montant encouru au premier semestre en 2017 et en 2018 et (ii) l'impact *prorata temporis* au semestre de la comptabilisation intégrale de certaines taxes dans les états financiers consolidés semestriels 2017 et 2018.

L'EBITDA par zone géographique inclut :

- l'allocation de certaines charges de marketing liées au réseau de magasins et des charges liées à l'exploitation et au marketing de la plate-forme e-commerce. L'allocation de ces charges par zone géographique est effectuée sur la base des Ventes (magasins et en ligne) réalisées dans chaque segment ;
- l'allocation de l'EBITDA des entités en charge de la logistique par zone géographique est effectuée sur la base des coûts de ventes respectifs.

Une analyse plus approfondie de l'EBITDA des entités en charge de la logistique a permis une allocation différente et a généré une légère modification des données du premier semestre 2017, par rapport aux éléments communiqués dans les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017.

Les Ventes et l'EBITDA liés à l'activité B to B (enseigne Maisons du Monde) ont été alloués en totalité au segment – France.

Ces informations sectorielles sont cohérentes avec les Groupes d'UGT identifiés pour les tests de dépréciation.

4.1 Compte de résultat par secteur opérationnel

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Ventes	507 018	456 592
<i>France</i>	299 358	278 968
<i>International</i>	207 660	177 624
Coût des ventes	(177 271)	(158 386)
Marge brute	329 747	298 206
Marge brute (%)	65,0 %	65,3 %
EBITDA	47 983	43 180
<i>France</i>	54 424	50 774
<i>International</i>	27 773	22 990
<i>Siège</i>	(34 214)	(30 583)
Dotations aux amortissements, provisions et dépréciations	(17 370)	(15 217)
EBIT	30 613	27 963
Juste valeur des instruments financiers dérivés	(754)	(2 381)
Frais de pré-ouverture	(902)	(1 530)
Prorata – dépenses liées aux catalogues	(6 905)	(6 696)
Prorata – taxes (IFRIC 21)	(804)	(712)
Résultat opérationnel courant	21 249	16 644
Autres produits et charges opérationnels	(2 739)	(866)
Résultat opérationnel	18 510	15 778
Résultat financier	(4 534)	(4 159)
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat avant impôt	13 975	11 619
Impôt sur le résultat	(5 911)	(5 402)
RÉSULTAT NET	8 064	6 218

4.2 Actifs et passifs sectoriels

Le Groupe présente ici uniquement les actifs sectoriels dont les montants sont régulièrement analysés par le Comité exécutif, sous la supervision du Conseil d'administration.

(en milliers d'euros)	30 juin 2018			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels*	344 907	203 117	233 467	781 491
Actifs non sectoriels	n/a	n/a	n/a	343 742
TOTAL ACTIF	n/a	n/a	n/a	1 125 233

* *Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.*

(en milliers d'euros)	30 juin 2017			
	France	International	Siège	Total
Actifs sectoriels*	335 237	154 677	219 834	709 748
Actifs non sectoriels	n/a	n/a	n/a	339 005
TOTAL ACTIF	n/a	n/a	n/a	1 048 753

* *Goodwill, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.*

Note 5 Chiffre d'affaires

5.1 Détail du chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017*
Ventes	507 018	456 592
Ventes aux franchises et ventes promotionnelles	2 939	2 789
Ventes de marchandises	509 957	459 381
Participation aux frais de livraison	10 482	9 449
Prestations logistiques	499	365
Autres services	1 025	487
Produits divers	3	13
Autres produits des activités ordinaires	12 009	10 314
CHIFFRE D'AFFAIRES	521 966	469 695

* Cf. Note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

5.2 Ventes par canal

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018			Premier semestre 2017		
	Maisons du Monde	Modani	Total	Maisons du Monde	Modani	Total
Magasins	380 975	5 264	386 239	354 551	n/a	354 551
Web	120 194	585	120 779	102 041	n/a	102 041
VENTES	501 169	5 849	507 018	456 592	n/a	456 592

5.3 Ventes par catégories

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018			Premier semestre 2017		
	Maisons du Monde	Modani	Total	Maisons du Monde	Modani	Total
Décoration	264 325	-	264 325	242 935	n/a	242 935
Meubles	236 844	5 849	242 693	213 657	n/a	213 657
VENTES	501 169	5 849	507 018	456 592	n/a	456 592

Note 6 Charges de personnel

Les charges de personnel s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017*
Traitements et salaires	(73 610)	(66 461)
Charges sociales	(22 458)	(19 906)
Paiements fondés sur des actions (charges sociales comprises) ⁽¹⁾	(960)	(874)
Participation et intéressement des salariés (charges sociales comprises)	(4 560)	(3 123)
Avantages postérieurs à l'emploi – Régime à prestations définies	(827)	(643)
TOTAL DES CHARGES DE PERSONNEL	(102 416)	(91 007)

(1) Les charges sociales relatives aux paiements fondés sur des actions s'élèvent à 0,1 million d'euros pour le premier semestre 2018 contre 0,2 million d'euros pour le premier semestre 2017.

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

L'effectif moyen de salariés (hors Mekong Furniture) en équivalent temps plein (ETP) est de 5 494 pour le premier semestre 2018 et de 5 002 pour le premier semestre 2017.

Note 7 Charges externes

Les charges externes s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017*
Énergie et autres fournitures non stockées	(11 377)	(9 695)
Loyers et charges afférentes	(57 957)	(55 585)
Locations	(4 282)	(3 944)
Entretien et réparations	(8 549)	(7 295)
Assurance	(901)	(842)
Personnel extérieur	(11 142)	(9 631)
Publicité et marketing	(25 932)	(22 651)
Honoraires	(5 942)	(6 123)
Transport	(55 680)	(49 671)
Frais postaux et de télécommunications	(2 602)	(2 501)
Frais de déplacements et de réceptions	(4 149)	(4 252)
Services bancaires	(3 263)	(3 430)
Impôts et taxes	(7 545)	(6 751)
Autres charges externes	(1 505)	(763)
TOTAL DES CHARGES EXTERNES	(200 826)	(183 133)

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Les autres charges externes sont constituées d'éléments non significatifs individuellement.

Note 8 Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Frais de pré-ouverture	(902)	(1 530)
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	(551)	(339)
Litiges et pertes d'origine commerciale	(168)	(921)
Loyers et charges afférentes ⁽¹⁾	(71)	(173)
Autres produits et charges d'exploitation	(389)	36
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	(2 081)	(2 927)

(1) Se rapporte aux magasins repositionnés dans la même zone.

Note 9 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Plus ou moins-values de cessions ⁽¹⁾	(198)	(1)
Provisions pour fermetures de magasins ⁽¹⁾	(230)	(13)
Charges de restructuration	(203)	(197)
Coûts liés à l'acquisition de Modani	(794)	-
Autres ⁽²⁾	(1 314)	(656)
TOTAL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	(2 739)	(866)

(1) Se rapporte aux magasins fermés ou en cours de fermeture et non repositionnés dans la même zone.

(2) Correspond principalement à :

- la charge relative aux actions gratuites de performance de l'ancien Directeur général (0,6 million/cf. note 21.3) ;
- les frais de recrutement du nouveau Directeur général (0,3 million) ;
- des coûts relatifs à un incident sur des marchandises en transit (0,2 million).

Note 10 Résultat financier

Les produits et charges financiers s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Intérêts sur crédit à long terme	(349)	(3 040)
Intérêts sur emprunt obligataire convertible	(2 192)	-
Intérêts sur emprunts, y compris facilité de crédit renouvelable	(577)	(841)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	21	-
Intérêts courus sur découverts bancaires	(13)	(12)
Coût de l'endettement net	(3 111)	(3 893)
Contrats de location-financement	(37)	(42)
Gains et pertes de change	(393)	613
Commissions	(1 028)	(832)
Autres produits et charges financiers	34	(5)
RÉSULTAT FINANCIER	(4 534)	(4 159)

Note 11 Impôt sur le résultat

L'impôt sur le résultat s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Impôts exigibles	(6 200)	(5 261)
Impôts différés	289	(141)
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT	(5 911)	(5 402)

Note 12 Résultat net par action

12.1 Résultat net de base par action

<i>(en milliers d'euros, sauf mention contraire)</i>	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Résultat net de la période attribuable aux actionnaires de la société mère	7 978	6 218
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle <i>(en milliers)</i>	45 213	45 227
RÉSULTAT NET DE BASE PAR ACTION (EN EUROS)	0,18	0,14

Le nombre d'actions ordinaires n'a pas varié au cours du premier semestre 2018. La variation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires provient simplement du retraitement des actions d'autocontrôle dont le nombre a évolué au cours de la période (cf. note 21.2).

12.2 Résultat net dilué par action

Le capital social du Groupe au 30 juin 2018 est composé uniquement des actions ordinaires de Maisons du Monde S.A.

Le résultat net dilué par action tient compte du nombre moyen pondéré d'actions de performance octroyées aux salariés (cf. note 21.3) et des obligations convertibles (cf. note 22).

(en milliers d'euros, sauf mention contraire)	Premier semestre 2018	Premier semestre 2017
Résultat dilué de la période attribuable aux actionnaires de la société mère ⁽¹⁾	9 317	6 218
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, net d'autocontrôle (en milliers)	45 213	45 227
Dilution sur actions de performance	243	180
Dilution sur obligations convertibles en actions ⁽²⁾	4 101	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires retraité, net d'autocontrôle (en milliers)	49 557	45 408
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (EN EUROS)	0,19	0,14

(1) Pour le calcul du résultat par action, le résultat net de la période a été retraité des intérêts sur l'emprunt obligataire convertible.

(2) Actions qui pourraient être créés en cas de conversion de l'intégralité des obligations émises par le Groupe.

Note 13 Dividende par action

Au titre de l'exercice 2017, un dividende ordinaire de 0,44 euro par action a été attribué lors de l'assemblée générale du 18 mai 2018 et mis en paiement le 20 juin 2018 pour un montant global de 19 890 milliers d'euros. Le dividende au titre des actions que le Groupe détenait en propre lors du détachement du dividende n'a

pas été versé. Ainsi, les sommes correspondantes aux dividendes non versés aux actions auto-détenues, 16 milliers d'euros, ont été affectées au compte « report à nouveau » et le montant global du dividende a été ajusté en conséquence.

2.7 Notes sur l'état de la situation financière consolidée intermédiaire

Note 14 Goodwill

(en milliers d'euros)	France	International	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2017	240 949	80 234	321 183
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-
Valeur nette comptable au 30 juin 2017	240 949	80 234	321 183

(en milliers d'euros)	France	international	Total
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2018	240 949	80 234	321 183
Acquisitions	-	44 805	44 805
Cessions	-	-	-
Dépréciations	-	-	-
Écarts de conversion	-	1 618	1 618
Valeur nette comptable au 30 juin 2018	240 949	46 423	367 606

Le test de dépréciation effectué au 31 décembre 2017 n'a pas mis en évidence de perte de valeur nécessitant la comptabilisation d'une provision pour dépréciation du goodwill. Au 30 juin 2018, le

Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la valeur recouvrable du goodwill au 31 décembre 2017 ne sont pas substantiellement modifiées.

Par ailleurs, l'acquisition du groupe Modani étant récente, le Groupe considère qu'il n'y a pas d'événement remettant en cause les hypothèses prises lors de cette acquisition ayant un impact sur l'évaluation de la valeur recouvrable du goodwill y relatif.

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée au titre du premier semestre 2018.

Note 15 Autres immobilisations incorporelles

L'augmentation des immobilisations incorporelles s'explique principalement par la réalisation de l'exercice d'allocation du prix d'acquisition de Modani. La marque « Modani » a été évaluée à 13,8 millions d'euros et un contrat de location conclus à des conditions favorables a été estimé à 1,2 million d'euros (cf. note 1.1).

Au 30 juin 2018, le Groupe considère que les hypothèses utilisées pour évaluer la valeur recouvrable des immobilisations incorporelles (la marque « Maisons du Monde » essentiellement) au 31 décembre 2017 ne sont pas modifiées substantiellement, et rien n'indique qu'une perte de valeur doit être comptabilisée.

Note 16 Immobilisations corporelles

Les installations techniques, matériel et outillages, pour l'essentiel, mais aussi les autres immobilisations corporelles, comprennent les montants suivants lorsque le Groupe agit en tant que preneur dans le cadre d'un contrat de location-financement :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Valeur brute des contrats de location-financement	10 340	10 687
Montant cumulé des amortissements	(7 251)	(7 492)
VALEUR NETTE COMPTABLE	3 089	3 195

Note 17 Autres actifs financiers non courants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017*
Titres de sociétés ⁽¹⁾	2 295	2 295
Autres actifs financiers ⁽²⁾	13 450	14 659
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	15 745	16 953

(1) Les titres de sociétés correspondent principalement à des participations dans des Groupements d'Intérêt Économique acquises lors de l'ouverture de magasins pour 2,3 millions d'euros.

(2) Les autres actifs financiers concernent principalement les dépôts et cautionnements versés ou accordés aux bailleurs des magasins, des entrepôts, du siège social et des usines pour 11,6 millions d'euros.

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Note 18 Actifs et passifs d'impôts différés

L'analyse des actifs et des passifs d'impôts différés est la suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017*
Impôts différés actifs	3 666	2 705
Impôts différés passifs	(50 527)	(37 127)
TOTAL DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS/PASSIFS	(46 862)	(34 421)

* Cf. note 2.5 « États financiers consolidés retraités ».

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale (entité juridique ou groupe d'intégration fiscale) et que la réglementation fiscale applicable autorise cette compensation pour l'impôt exigible.

Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des déficits reportables dans la mesure où il est probable que l'avantage fiscal qui leur est associé se réalisera. Compte tenu des prévisions

budgétaires, le Groupe a activé l'intégralité des déficits reportables, qui sont principalement générés dans le cadre de l'intégration fiscale française. Ils s'élèvent à 8,6 millions d'euros au 30 juin 2018, contre 13,5 millions d'euros au 31 décembre 2017. La variation s'explique principalement par l'imputation des déficits reportables sur le résultat fiscal de la période de l'intégration fiscale française.

Note 19 Autres actifs non courants

Les « Autres actifs non courants » correspondent aux droits au bail désignés sous le terme « Pas de porte », qui sont comptabilisés en tant que loyers selon le mode linéaire sur la durée estimée du bail.

La part courante des dépenses liées aux « pas-de-porte » est intégrée dans la rubrique « Créances clients et autres créances ».

Note 20 Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés est ventilée comme suit :

(en milliers d'euros)	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Contrats de change à terme	1 679	14 778	-	37 990
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	1 679	14 778	-	37 990

Tous les contrats sont destinés à couvrir l'acquisition de marchandises en US dollars. Ces instruments financiers dérivés ont une valeur nominale totale de 459,2 millions d'US dollars au 30 juin 2018 contre 575,5 millions d'US dollars au 31 décembre 2017.

Le montant enregistré directement en capitaux propres au 30 juin 2018 s'élève à 25,6 millions d'euros. Il correspond à la valorisation

des contrats en cours à la date de clôture, qui sont destinés à couvrir les flux prévisionnels. Le montant comptabilisé au compte de résultat, dans le résultat courant, pour un total de (0,8) million d'euros correspond à la valeur temporelle de la variation de la juste valeur des instruments de couverture (composante « report/déport »).

Note 21 Capitaux propres

21.1 Actions

Au 30 juin 2018, le capital social se compose de 45 241 894 actions ordinaires de Maisons du Monde S.A. Sur la base d'une valeur nominale de 3,24 euros par action, le capital social de Maisons du Monde S.A. s'élève ainsi à 146 583 736,56 euros au 30 juin 2018.

21.2 Actions propres

Les actions propres désignent les actions de Maisons du Monde S.A. détenues par le Groupe en vertu d'un contrat de liquidité, dans le respect de la charte de déontologie établie par l'Association française des marchés financiers (charte AMAFI) et approuvée par l'Autorité des marchés financiers, ou bien dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

Au 30 juin 2018, le Groupe détient 44 068 actions propres dans le cadre de ce contrat de liquidité contre 12 100 actions propres au 31 décembre 2017. Le Groupe détient également 1193 actions propres dans le cadre de plans de rachats affectés aux plans d'actions gratuites de performance.

21.3 Paiements fondés sur des actions

a) Amendement du Plan d'attribution d'actions de performance n° 3

En date du 19 mai 2017, le Conseil d'administration a adopté le « Plan d'actions gratuites n° 3 », qui prévoyait notamment l'attribution de 34 500 actions de performance au Directeur général.

L'attribution d'actions de performance était soumise aux conditions suivantes :

- une exigence d'emploi continu au sein du Groupe au cours de la période d'acquisition, fixée à 31 mois à compter de la date d'attribution ;
- une exigence de performance basée sur le niveau des ventes, de l'EBITDA et du bénéfice par actions ;
- une exigence de conservation à compter de la date d'attribution définitive jusqu'à la fin de son mandat.

Suite au départ du Directeur général, en date du 30 juin 2018, le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a consenti une dérogation à la condition de présence prévue par le règlement du plan pour une partie des actions gratuites de performance qui lui avaient été attribuées (23 000). En vertu de cette dérogation, et sous réserve du respect des conditions de performance, le Directeur général se verra attribuer définitivement les actions gratuites de performance à l'issue de la période d'acquisition.

Les autres modalités du « Plan d'actions gratuites n° 3 » restent inchangées.

b) Nouveau Plan d'attribution d'actions de performance

La 13^e résolution adoptée par l'assemblée générale extraordinaire tenue le 19 mai 2017 autorise le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites aux salariés du Groupe, dans la limite de 2 % du capital de la Société sur une période de 38 mois. En vertu de cette autorisation, le Conseil d'administration a adopté le « Plan d'actions gratuites n° 4 » en date du 18 mai 2018, qui prévoit

l'attribution de 146 435 actions de performance à 390 salariés en France et à l'étranger.

L'attribution d'actions de performance est soumise aux conditions suivantes :

- une exigence d'emploi continu au sein du Groupe au cours de la période d'acquisition : les actions attribuées à un bénéficiaire ne seront finalement acquises que si ce dernier a été employé au sein de l'une des sociétés du Groupe pendant la période d'acquisition, calculée à compter de la date d'attribution, fixée à 31 mois. En cas de décès, d'invalidité ou de départ à la retraite, le bénéficiaire conserve ses droits, n'étant plus soumis à l'exigence d'emploi continu ;
- une exigence de performance basée sur le niveau des ventes et de l'EBITDA pour tous les bénéficiaires ;

- une exigence de performance supplémentaire pour les membres du Comité exécutif, liée au niveau du bénéfice par actions.

Les actions attribuées peuvent être des actions émises via une augmentation de capital réalisée par la Société au plus tard à la date d'acquisition définitive ou des actions rachetées par la Société sur le marché avant cette date.

c) Informations sur la juste valeur d'attribution des actions de performance

Les conditions de performance définies sont réputées avoir été pleinement remplies à la date de valorisation.

	Plan n° 2 16 décembre 2016	Plan n° 3 19 mai 2017	Plan n° 4 18 mai 2018
Durée du plan	3 ans	2,59 ans	2,59 ans
Juste valeur des actions de performance (en euros)	22,51	31,28	33,61

Sur le premier semestre 2018, dans le cadre des plans d'attribution d'actions de performance, une charge de 1,3 million d'euros (hors charges sociales) a été comptabilisée au compte de résultat, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, au sein :

- des autres charges opérationnelles pour la quote-part relative à l'ancien Directeur général (cf. note 9) ;
- des charges de personnel pour la quote-part relative aux autres salariés (cf. note 6).

Note 22 Endettement net et emprunt

22.1 Endettement net

Les variations des emprunts et autres dettes financières se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2017	Effet sur la trésorerie			Sans effet sur la trésorerie				30 juin 2018
		Augmen- tation	Dimi- nution	Frais d'émission	Locations- finan- cements	Intérêts	Effet des variations de change	Variation de périmètre	
Emprunt obligataire convertible	173 615	-	-	149	-	2 043	-	-	175 807
Ligne de crédit à long terme	49 446	-	(337)	29	-	319	-	-	49 457
Facilités de crédit renouvelables	(1 045)	20 000	(387)	161	-	363	-	-	19 092
Autres emprunts	-	-	(321)	6	-	-	51	1485	1 221
Locations-financements	3 180	-	(475)	-	381	-	-	-	3 086
Dépôts et cautionnements	390	76	-	-	-	-	-	-	466
Découverts bancaires	45	3 067	-	-	-	-	-	-	3 112
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(100 138)	-	60 999	-	-	-	-	-	(39 139)
TOTAL ENDETTEMENT NET	125 493	23 143	59 479	346	381	2 725	51	1 485	213 103

a) Emprunt obligataire convertible

Le 6 décembre 2017, Maisons du Monde avait procédé à l'émission d'un emprunt obligataire convertible en actions nouvelles ou existantes (« OCEANE ») à échéance décembre 2023. Les obligations portent intérêt à un taux annuel de 0,125 %.

L'assemblée générale en date du 18 mai 2018 a décidé la distribution d'un dividende de 0,44 euro par action, entraînant une modification du ratio de conversion/échange (cf. note 1.2).

Au 30 juin 2018 :

- le solde de l'emprunt obligataire convertible, net de frais, est de 175,8 millions d'euros ;
- le taux d'intérêt effectif s'élève à 2,55 % et la charge financière à 2 192 milliers d'euros (effet de la désactualisation de la dette selon la méthode du taux d'intérêt effectif).

Au cours de l'exercice 2018, aucune obligation n'a été convertie ou remboursée.

b) Facilités de crédit senior (« ligne de crédit à long terme » et « RCF ») et facilité de crédit renouvelable additionnelle (« RCF additionnel »)

Les facilités de crédit senior comprennent une ligne de crédit à long terme à hauteur de 50 millions d'euros ainsi qu'une facilité de crédit renouvelable (« RCF ») de 75 millions d'euros (utilisée à hauteur de 20 millions au 30 juin 2018).

La facilité de crédit additionnelle s'élève à 75 millions d'euros (non utilisée au 30 juin 2018).

Les charges financières correspondantes se répartissent comme suit :

Charges financières				
	Taux d'intérêt	Marge	Frais d'engagement	Frais d'utilisation
Ligne de crédit à long terme	Euribor 6 mois	1,00 %	n/a	n/a
Facilité de crédit renouvelable – montant disponible	n/a	n/a	0,35 %	n/a
Facilité de crédit renouvelable – montant utilisé				
<i>Moins de 25 M€</i>				0,1 %
<i>De 25 M€ à 50 M€</i>				0,2 %
<i>Plus de 50 M€</i>	Euribor 1, 3 ou 6 mois*	1,00 %	n/a	0,4 %

* La durée Euribor retenue dépend de la période de taux d'intérêt applicable au montant utilisé.

La marge a été révisée à 1,0 % en date du 6 avril 2018.

Les facilités de crédit renouvelables sont conditionnées au respect d'un ratio de levier d'endettement, qui est le rapport entre

l'endettement net total au dernier jour de la période considérée et l'EBITDA consolidé pro forma pour cette même période, est respecté au 30 juin 2018.

22.2 Échéance des emprunts

Au 30 juin 2018, les échéances des emprunts s'analysent comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Échéance au 30 juin 2018			
	À moins d'un an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Total
Emprunt obligataire convertible	(169)	175 976	-	175 807
Ligne de crédit à long terme	(162)	49 619	-	49 457
Facilités de crédit renouvelables	19 718	(626)	-	19 092
Autres emprunts	1 221	-	-	1 221
Locations-financements	869	2 217	-	3 086
Dépôts et cautionnements	-	-	466	466
Découverts bancaires	3 112	-	-	3 112
TOTAL EMPRUNTS	24 590	227 186	466	252 243

22.3 Taux fixe et taux variable

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 juin 2018	31 décembre 2017
Taux variable	75 698	52 738
Taux fixe	176 544	172 893
TOTAL EMPRUNTS	252 243	225 631

Les emprunts à taux variables comprennent la ligne de crédit à long terme, les facilités de crédit renouvelables, les locations financement et les découverts bancaires.

22.4 Emprunts par devises

La ventilation par devise de l'endettement net se détaille comme suit :

	30 juin 2018							
(en milliers d'euros)	EUR	CHF	GBP	USD	IDR	INR	VND	Total
Emprunt obligataire convertible	175 807	-	-	-	-	-	-	175 807
Ligne de crédit à long terme	49 457	-	-	-	-	-	-	49 457
Facilités de crédit renouvelables	19 092	-	-	-	-	-	-	19 092
Autres emprunts	-	-	-	1 221	-	-	-	1 221
Locations-financements	3 086	-	-	-	-	-	-	3 086
Dépôts et cautionnements	466	-	-	-	-	-	-	466
Découverts bancaires	3 112	-	-	-	-	-	-	3 112
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(32 831)	(1 316)	(1 096)	(3 366)	(4)	(18)	(507)	(39 139)
TOTAL ENDETTEMENT NET	218 189	(1 316)	(1 096)	(2 145)	(4)	(18)	(507)	213 103

	31 décembre 2017							
(en milliers d'euros)	EUR	CHF	GBP	USD	IDR	INR	VND	Total
Emprunt obligataire convertible	173 615	-	-	-	-	-	-	173 615
Ligne de crédit à long terme	49 446	-	-	-	-	-	-	49 446
Facilités de crédit renouvelables	(1 045)	-	-	-	-	-	-	(1 045)
Locations-financements	3 180	-	-	-	-	-	-	3 180
Dépôts et cautionnements	390	-	-	-	-	-	-	390
Découverts bancaires	45	-	-	-	-	-	-	45
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(92 318)	(3 583)	(1 075)	(2 838)	(16)	(19)	(289)	(100 138)
TOTAL ENDETTEMENT NET	133 313	(3 583)	(1 075)	(2 838)	(16)	(19)	(289)	125 493

Note 23 Avantages postérieurs à l'emploi

La provision pour avantages postérieurs à l'emploi concerne les régimes de retraite à prestations définies.

(en milliers d'euros)	30 juin 2018	31 décembre 2017
France	3 073	2 841
Suisse	260	232
Italie	5 021	4 630
ENGAGEMENTS AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES	8 354	7 703

Note 24 Provisions

(en milliers d'euros)	Provisions pour litiges commerciaux	Provisions pour litiges avec des salariés	Provisions relatives aux magasins (fermeture et litiges sur baux commerciaux)	Provisions fiscales	Autres	Total
Solde au 1^{er} janvier 2017	12 854	1 039	239	332	-	14 464
Provisions supplémentaires	1 273	370	14	-	-	1 656
Reprises de montants non utilisés	(30)	(349)	-	-	-	(380)
Reprises de montants utilisés	(1 073)	(221)	(140)	(206)	-	(1 640)
Solde au 30 juin 2017	13 024	839	113	126	-	14 100
<i>Dont non courant</i>	12 659	839	113	126	-	13 735
<i>Dont courant</i>	365	-	-	-	-	365
Solde au 1^{er} janvier 2018	12 699	824	257	119	-	13 899
Provisions supplémentaires	300	122	133	-	391	946
Reprises de montants non utilisés	(113)	(37)	-	-	-	(150)
Reprises de montants utilisés	(137)	(73)	(134)	-	-	(344)
Solde au 30 juin 2018	12 749	837	257	119	391	14 353
<i>Dont non courant</i>	12 749	837	153	119	391	14 248
<i>Dont courant</i>	-	-	104	-	-	104

Note 25 Autres passifs non courants

Les « Autres passifs non courants » correspondent :

- à la part non courante des franchises de loyers consenties par les bailleurs, qui est reprise sur une base linéaire sur la durée estimée du bail (13,7 millions d'euros). La part courante des franchises de loyers est présentée dans la rubrique « Dettes fournisseurs et autres dettes » ;
- au complément de prix lié à l'acquisition de Modani comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition (6,3 millions d'euros/cf. note 1) ;
- à la dette correspondant à l'option de vente détenue par les minoritaires (18,9 millions d'euros). Cette dette est mesurée à la valeur actuelle du prix d'exercice de l'option (cf. note 1.1).

Note 26 Instruments financiers

Au 30 juin 2018, la valeur nette comptable des actifs et des passifs financiers est égale à leur juste valeur, à l'exception de la ligne de crédit à long terme et des facilités de crédit renouvelables qui sont comptabilisées au coût amorti.

Les instruments financiers dérivés (cf. note 20) sont évalués à la juste valeur sur la base d'une méthode d'évaluation fondée sur les données de marché observables.

2.8 Informations complémentaires

Note 27 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont présentés à la note 35 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Il n'y a pas eu de modification significative des engagements hors bilan entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018.

Note 28 Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées sont présentées à la note 35 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017. Il n'y a pas eu de modification significative des transactions avec les parties liées entre le 31 décembre 2017 et le 30 juin 2018.

Note 29 Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2018, 34 sociétés ont été intégrées dans les comptes consolidés (15 en 2017) et 4 mises en équivalence (4 également en 2017).

Filiale	Activité	Pays d'origine	Méthode de consolidation	Au 30 juin 2018		Au 31 décembre 2017	
				Contr. (en %)	Part. (en %)	Contr. (en %)	Part. (en %)
Maisons du Monde S.A.	Holding – Entité mère	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde France	Magasins de meubles et de décoration/ Principal acheteur	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Belgique	Magasins de meubles et de décoration	Belgique	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Espagne	Magasins de meubles et de décoration	Espagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Italie	Magasins de meubles et de décoration	Italie	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Luxembourg	Magasins de meubles et de décoration	Luxembourg	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Allemagne	Magasins de meubles et de décoration	Allemagne	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde Suisse	Magasins de meubles et de décoration	Suisse	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
MDM Furniture & Decoration	Magasins de meubles et de décoration	Royaume-Uni	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distrimag	Logistique entrepôts et préparation des commandes	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Traction	Traction des conteneurs du port vers les entrepôts	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Distri-Meubles	Livraisons aux clients	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Chin Chin Limited	Holding	Hong Kong	Mise en équivalence	50 %	50 %	50 %	50 %
Shanghai Chin Chin ⁽¹⁾	Usine de fabrication de meubles	Chine	Mise en équivalence	50 %	50 %	50 %	50 %
Mekong Furniture	Usine de fabrication de meubles	Vietnam	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MDM	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
International MGL	Entité inactive	France	Intégr. globale	100 %	100 %	100 %	100 %
Maisons du Monde USA	Holding	États-Unis	Intégr. globale	100 %	100 %	n.a	n.a
Modani Holdings LLC ⁽²⁾	Holding et fonctions support	États-Unis	Intégr. globale	100 %	70 %	n.a	n.a

(1) Sous palier de consolidation qui regroupe Shanghai Chin Chin Furnishing, Wujiang Chin Chin Furniture et Wujiang Henghui Machinery.

(2) Sous palier qui regroupe les activités de holding, fonctions supports, les achats, et les activités commerciales (magasins et web).

Note 30 Événements postérieurs

Le Groupe n'a pas identifié d'événements significatifs postérieurs au 30 juin 2018.

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos statuts et votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Maisons du Monde S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Nantes et Paris–La Défense, le 2 août 2018,

Les commissaires aux comptes,

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Gwenaël Chédaleux
Associé

Deloitte & Associés
Jean Paul Séguret
Associé

Attestation du responsable du Rapport financier semestriel

2

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les états financiers consolidés condensés du semestre clos le 30 juin 2018 ont été établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Société et de l'ensemble des sociétés qui entrent dans son périmètre de consolidation, et que le rapport d'activité semestriel ci-joint présente une image fidèle des événements significatifs survenus au cours des six premiers mois de l'exercice, de leur impact sur les états financiers, et des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 2 août 2018

Julie Walbaum

Directrice générale

MAISONS
DU MONDE

Société anonyme
à Conseil d'administration
au capital de 146 583 736,56 €
793 906 728 RCS Nantes
Le Portereau - 44120 Vertou
France
Tél. : +33 (0)2 51 71 17 17